



Lettre ouverte à Jean-Luc GLEYZE,  
Président du Conseil Départemental de la Gironde

juin 2019

Monsieur le Président,

À Bordeaux, le 13 octobre 2018, **une forte délégation de militants issue de la FSU territoriale** était présente, au côté des différents acteurs de la vie citoyenne Girondine (associations, élus, agents) pour s'opposer à la « métropolisation » des missions de l'Institution Départementale.

En effet, tant sur le plan national que local, la FSU reste convaincue que sans les départements, **le pays serait privé à la fois de services publics et de solidarité entre générations**, entre urbains et ruraux, entre les plus favorisés et les plus démunis. La gestion du Revenu de Solidarité Active, l'aide aux personnes âgées, l'entretien des routes, le logement social, la protection de l'enfance, la Protection Maternelle Infantile, la culture et l'environnement, les collèges, l'action sociale autant de missions que **l'Institution Départementale assume avec plus de proximité et d'efficacité que l'État ne le faisait.**

Et d'autant plus efficacement que **le département redistribue la manne des impôts aux territoires : vers les citoyens qui en ont le plus besoin** (handicapés, enfants, publics fragilisés, seniors...).

Cependant, nous ne pouvons plus **cautionner cette relation de défiance de la collectivité à l'égard de la représentation du personnel, et donc au travers d'eux, de l'ensemble du personnel.** Le dialogue social doit être respecté et le contrat de confiance doit être renouvelé entre les représentants de l'Institution et ceux du personnel, **sur la base d'avancées concrètes.**

**Car ce sont les agents qui mettent en œuvre les politiques du Département :** ils sont en première ligne pour porter les valeurs de

solidarité de l'Institution départementale ! Ils méritent la mise en place d'une **réelle politique des ressources humaines**, digne d'une grande collectivité qu'est le Département, dans ses composantes humaniste et progressiste.

Une politique des Ressources Humaines qui **garantirait le droit et la transparence pour tous les agents**, organiserait la mobilité interne, respecterait les critères objectivés pour les promotions, réduirait **significativement les écarts** entre les filières par la mise en place du nouveau régime indemnitaire, privilégierait **la prise en charge des agents en difficulté**, oserait une approche moderne et qualitative de l'encadrement en assurant son évaluation, et surtout **se recentrerait sur ses compétences départementales afin de libérer des moyens pour les territoires**.

Notre organisation syndicale est pour **une Administration exemplaire** et n'a pas peur du dialogue.

**La défense et la valorisation des actions du Département ne pourront se faire sans le soutien et l'adhésion de l'ensemble des agents.**

Ainsi, plus que jamais, il est temps de rétablir ce **climat de confiance** et de privilégier l'émergence d'un dialogue social constructif afin de garantir **la pérennité de l'action publique départementale**.

La FSU, souhaite vous rencontrer pour examiner ces différents points.

Dans l'attente d'une proposition de rencontre, veuillez agréer Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

Pour les élus du personnel FSU33,

En CAP : Myriam BONNIN, Francis DELIGNY, Muriel FRANCO, Béatrice LACHENY, Gilles LEFEBVRE, Véronique PORLIER, Mohamed STIBI, François TIGNOL.

En CHSCT : Sophie DELAHAYE, Frédéric GAL, Jimmy OMERALLY, Roger TARIS.

En CT : Myriam BONNIN, Francis DELIGNY, Dolores LACROIX, Yannick SEGURA

Le Secrétaire,

Yannick SEGURA.